

Plate-forme électorale de Québec solidaire 2012

Concentrer et préciser dans un sens antilibéral

La direction de Québec solidaire propose à ses membres un projet de plate-forme pour la prochaine élection à être voté au congrès de la fin avril, malheureusement réservé aux yeux des seuls membres. Ce projet est seulement amendable pour les ajouts au programme et à la plate-forme de 2008 et surtout requiert un choix de dix priorités parmi 43 points mais sans les hiérarchiser. À partir de ce document et de ceux sur lesquels il se base, j'ai tenté l'exercice pour aboutir à un court texte de deux pages contenant un préambule, huit têtes de chapitre et une soixantaine de points. Cette démarche respecte l'esprit de la demande de la direction nationale mais non sa lettre car les 43 points, dont la plupart contiennent plusieurs sous-points, ont été réaménagés. Puisque la plate-forme est une série d'engagements, j'ai souvent précisé des échéances ou des niveaux dont certains, mis entre crochets, demandent à être validés.

Comme les congrès programmatiques ont refusé une orientation anticapitaliste, j'y renonce pour les fins de l'exercice bien que ce soit là mon orientation (voir mon site [Bilan sommaire du congrès Québec solidaire de décembre 2011](#) et [Quand Québec solidaire va-t-il décoller ?](#)). Il m'a toutefois semblé possible de faire des choix et des interprétations qui aillent dans le sens d'une plate-forme nettement antilibérale. Par antilibéralisme j'entends le rejet des conséquences du capitalisme surtout en matière de justice sociale, d'écologie et de démocratie tout en acceptant sa gouverne politique et économique. Pour certains points, je m'en explique dans quelques notes.

Last but not least, il me paraît qu'il manque au projet de plate-forme un cadre financier qui devrait être adopté conjointement avec elle. Lors des élections de 2008, ce cadre avait été publié seulement durant la période électorale. Il avait eu comme effet de couper les ailes de la plate-forme sur ses points à incidence budgétaire. Or l'on sait qu'en politique réellement existante, le cadre financier en vient à primer sur la plate-forme. Ce qui explique une annexe d'une page sur le sujet. Il n'est pas trop tard pour élaborer les grandes lignes d'un cadre financier pour le congrès de la fin d'avril.

Un Québec indépendant qui dépasse le capitalisme

La crise a déjà plus de quatre ans. Elle est économique, écologique, sociale et démocratique. La résoudre exige une révolution de nos systèmes d'énergie, de transport, agricole et urbain. On ne saurait y parvenir sans un drastique transfert de richesse du 1% vers le 99%, sans libérer le Québec d'un Canada de plus en plus pollueur, conservateur et militariste, sans libérer les peuples de la dictature des marchés et leur tendance va-t'en-guerre. Voici les engagements électoraux de Québec solidaire pour amorcer ce virage en diapason avec les luttes populaires.

Un monde de paix et de solidarité

- Retirer nos troupes de l'Afghanistan ;
- Interdire la publicité et le recrutement des forces armées dans les établissements scolaires ;
- Remplacer les pactes de libre-échange dont l'ALÉNA par des traités basés sur la solidarité des peuples comme l'ALBA ;

La route vers l'indépendance¹

- Dans son premier mandat, Québec solidaire organisera une Assemblée constituante à parité femme-homme élue au suffrage universel, laquelle, suite à un vaste processus de consultation, proposera une constitution à être approuvée par référendum ;
- Dans ce processus, Québec solidaire défendra l'option de l'indépendance du Québec ;

Un Québec français et créatif

- La loi 101 s'appliquera aux entreprises de 50 employé-es et moins ;
- Le recours aux écoles passerelles sera interdit ;
- Les élèves du primaire/secondaire accèderont à au moins 4 manifestations culturelles l'an ;

Des peuples autochtones et inuit souverains

- Faire déclarer par l'Assemblée nationale que les peuples autochtones et inuit ont le droit inhérent à la souveraineté, y compris l'indépendance, sans égard à l'a priori de l'intégrité territoriale du Québec.²
- Le droit de veto des peuples autochtones et inuit sur le Plan Nord et chacun de ses projets³ ;
- [Doublé] le financement des organismes aidant les femmes autochtones violentées ;

Le plein emploi écologique

- Réduire les émissions des gaz à effet de serre d'ici 2020 d'au moins 40% par rapport à 1990 et de 95% d'ici 2050 avec abandon de l'emploi des énergies fossiles d'ici 2030 ;
- Interdire d'ici 5 ans toute production d'énergie fossile et de l'amiante en garantissant l'emploi de leurs travailleurs-ses aux frais de l'ensemble des entreprises privées ;
- Nationaliser, à la valeur des actifs et non à la spéculative valeur marchande, d'ici 4 ans Gaz métropolitain, les raffineries Suncor et Ultramar, les réseaux de distribution d'énergies fossiles sauf les franchisés et les entreprises d'énergie éolienne ;
- Mettre aux normes des meilleures technologies d'efficacité énergétique l'ensemble des bâtiments du Québec [d'ici 10 ans] et introduire ces normes dans les codes du bâtiment ;
- Arrêter toute construction de nouvelles autoroutes et ponts autoroutiers ;
- Reconstruire les infrastructures de transport (ex. Turcot/Champlain) en fonction de la priorité au transport collectif⁴ ;
- Construire un réseau de transport collectif urbain et interurbain public, électrifié, à fréquence élevé, confortable et devenant gratuit sur une période de 10 ans⁵ ;
- Construire un réseau public de transport de marchandise par voie ferrée et par voie navigable de sorte à interdire [d'ici 10 ans] le transport interurbain par camions ;
- Atteindre la souveraineté alimentaire par une nouvelle politique agricole favorisant la conversion au biologique, dont un moratoire sur les OGM, des circuits courts, une politique d'approvisionnement prioritaire au Québec et le désendettement des agriculteurs-trices ;
- Participation majoritaire de l'État dans les entreprises d'extraction des ressources naturelles ;
- La prise en charge par les entreprises impliquées dans le Plan Nord de tous les coûts de construction des infrastructures de transport, de distribution d'énergie et de communication nécessaires à leurs opérations ;
- Éliminer le *free mining* ; accorder le droit de veto aux collectivités locales concernées ;
- Aires protégées de 20% dans le sud et de 50% sur le territoire du Plan Nord d'ici 5 ans ;
- Appliquer les mesures fiscales proposées par la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics* générant des revenus supplémentaires de 9 milliards \$⁶ ;

Un Québec démocratique

- La distribution des télécommunications sera sous contrôle public⁷ ;
- La publicité commerciale de la télévision publique sera éliminée⁸ ;
- Un mode de scrutin mixte, compensatoire à égalité femme-homme (60% comme actuellement, 40% par compensation régionale, plancher de 2%, mesures contraignantes et incitatives, financières et autres) ;
- Les élu-es rendront des comptes par la tenue d'au moins une assemblée publique annuelle ;
- Tous les dirigeant-es de municipalité et région, dont les préfets de MRC, devront être élu-es ;
- Permettre le pluralisme syndical en agriculture ;

Des services publics universels, gratuits, accessibles et de première qualité

- Gratuité scolaire de la maternelle à l'université sans imposer aucun frais supplémentaire ;
- Accès gratuit à des repas sains au primaire/secondaire en débutant par les milieux défavorisés ;
- Réduire les ratios enseignant-élève et embaucher du personnel professionnel supplémentaire ;
- Éliminer d'ici 2020 les subventions aux écoles privées ; à leur demande, les intégrer au public ;
- Gratuité des médicaments, des soins dentaires et oculaires et des frais accessoires⁹ ;
- Accès [d'ici 5 ans] à un médecin de famille pour chaque personne ;
- Salarisation¹⁰ des médecins d'ici 5 ans et l'intégration des cliniques de santé dans les CLSC¹¹ ;
- Accès à une sage-femme pour les femmes qui le désirent ;
- [Doublement d'ici 5 ans] des ressources pour le soutien à domicile ;

- Création d'ici 5 ans de 40 000 nouvelles places de garderie en installation CPE;
- Transfert d'ici 5 ans des services de garde privés vers les CPE ;
- La construction écologique de 50 000 nouveaux logements sociaux d'ici 5 ans ;
- Sur-taxation et, au besoin, expropriation des terrains urbains laissés vacants ;

Justice sociale

- Réduire d'ici 5 ans la semaine normale de travail à 35 heures sans perte de rémunération, avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail ;
- Faciliter la syndicalisation en permettant l'accréditation multipatronale ;
- Interdire les lock-out et l'utilisation de salarié indirect lors de grève ;
- Les mises à pied importantes ou les fermetures d'entreprise devront être étudiées et approuvées ou refusées par une instance gouvernementale ;
- Reconnaître le droit aux employé-es de reconvertir l'entreprise en coopérative, le tout sans indemnisation à l'employeur ;
- Remboursement des subventions, remise à l'État des fonds de retraite et indemnités substantielles aux employé-es non reclassé-es ;
- Embauche des membres des communautés culturelles et de personnes immigrantes dans le secteur public et dans les entreprises faisant affaire avec l'État afin d'atteindre [d'ici 10 ans] selon leur représentativité dans la population ;
- Reconnaissance des diplômes étrangers avec, au besoin, une brève mise à jour ;
- Reconnaître aux travailleurs-ses étrangers temporaires les mêmes droits que les autres ;
- Accorder d'ici 5 ans aux personnes de plus de 18 ans un revenu minimum garanti indexé de 12 000 \$, en pouvoir d'achat de 2012, à être instauré par paliers à partir de maintenant ;
- Contrôle civil des forces policières, en particulier de leurs bavures ;
- Admission au droit à l'aide juridique de toute personne gagnant moins que le revenu équivalent au salaire minimum plein temps sur toute l'année ;

Annexe : Un cadre financier antilibéral

La plate-forme comporte d'une part des revendications impliquant des dépenses budgétaires et d'autre part des revendications fiscales. Les deux parties doivent être réconciliées par le cadre financier à défaut de quoi il faut emprunter au capital financier. Toute plate-forme sérieuse devrait comporter un tel cadre à être adopté en même temps qu'elle.

Un cadre financier antilibéral part des besoins sociaux à combler, donc de la colonne dépenses, pour ensuite poser la question des revenus, à ponctionner sur le capital, sans tomber dans le piège de la dépendance envers le capital financier par l'endettement public. Cette stratégie rencontre sur son chemin le mur de la grève des investissements toujours prompte à se manifester. Un cadre financier néolibéral part des soustractions sur les ponctions fiscales sur le capital, donc de la colonne revenu, pour ensuite poser la question des dépenses afin de couper les services publics et les programmes sociaux non utiles à la reproduction du capital afin de maintenir l'équilibre budgétaire. Cette stratégie rencontre sur son chemin le mur de la révolte sociale... souvent longue à venir. (Un cadre financier anticapitaliste se base sur l'expropriation du capital financier et de celui des secteurs stratégiques pour orienter les épargnes, en plus de la fiscalité, vers la satisfaction des besoins sociaux. Son chemin est à construire dans le développement des luttes sociales jusqu'à la grève générale pénétrée d'une organisation politique crédible porteuse d'un programme écosocialiste et indépendantiste.)

Entre ces deux pôles oscille le keynésianisme, qui pour ne pas affronter le capital quand ce n'est pas pour l'enrichir prône l'endettement public, tant dans sa version de droite (dépenses militaires, d'infrastructures, de recherche-développement) que de gauche (dépenses en santé, en éducation, en services sociaux, anti-pauvreté). Son heure de vérité arrive quand le capital financier ne veut plus prêter, du moins à des taux d'intérêt raisonnables, soit suite à l'affaiblissement de la révolution mondiale qui ne fait plus peur à la bourgeoisie, comme à la fin des « *trente glorieuses* »,

soit, comme actuellement, par la pénétration profonde de l'idéologie néolibérale dans le mouvement syndical et populaire — au point que les directions syndicales se sont transformées en gestionnaires de capital de risque dont les fonds sont grassement subventionnés par l'État — ce qui pose la possibilité d'une destruction à la grecque de l'État providence.

[Le cadre financier de Québec solidaire pour l'élection 2008](#) relevait clairement du keynésianisme de gauche à saveur écologique. Celui de la campagne [couragepolitique.org](#), encore reproduit récemment dans le journal « Solidarité » diffusé dans le mouvement étudiant, est un net recul sur celui de l'élection 2008. Il se situe à la frontière entre néolibéralisme et keynésianisme, ce qu'on pourrait qualifier de social libéral. Néolibéral de par sa méthode — celle de prendre les revenus comme point de départ — et son but de « *retrouver l'équilibre budgétaire en 2013-2014...* » en mobilisant cinq milliards \$ de nouveaux revenus — devenus quatre milliards \$ durant l'automne 2011 ([Sommaire économique et financier du Québec](#), 25/10/11) — ce cadre financier ne prévoit aucune dépense nouvelle, même pas celle de la gratuité scolaire claironnée dans le journal « Solidarités ». Il n'est keynésien de gauche que par la source de ces nouveaux revenus imposant et taxant le capital au lieu de recourir à la tarification et aux taxes de vente. Encore là, faut-il noter qu'il accepte la suppression de la taxe sur le capital des entreprises non financières pour ne refuser que celle sur les entreprises financières miraculeusement transformée en nouveau revenu, tout comme le *fonds des générations* lequel n'est qu'un transfert de dépenses d'un poste réduisant la dette nette à un autre acceptant un débours immédiat.

La plate-forme que je propose, à défaut d'être anticapitaliste étant donné le refus du congrès d'exproprier le capital financier, est de facture antilibérale malgré le cul-de-sac de la grève des investissements où mène cette stratégie. Mon optimisme tripatif combattant sans cesse mon pessimisme rationaliste m'amène à anticiper une prise de conscience anticapitaliste dans la mesure du développement de la lutte sociale qu'annonce peut-être une mobilisation étudiante qui semble vouloir mettre le gouvernement les épaules à terre. En plus de nécessiter un cadre financier mobilisant des revenus pour supprimer le déficit de 4 ou 5 milliards \$, elle requiert de 5 à 10 milliards \$ de nouveaux revenus pour financer le plein emploi écologique dont la bonification des services publics et des programmes sociaux. À remarquer que le [cadre financier de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics](#), que soutient Québec solidaire, fait un grand pas dans cette direction en proposant des alternatives fiscales permettant de mobiliser plus de 9 milliards \$.

Avant de paniquer... ou de rire aux éclats, il faut considérer que des dépenses supplémentaires de 15 milliards \$ sans déficit, et sans même prendre en compte le service de la dette, rétablirait le ratio dépenses de programme versus PIB à ce qu'il était au début des années 80. Rien donc de révolutionnaire... sauf que dans le contexte actuel d'offensive néolibérale la moindre réforme en devient presque révolutionnaire. Ajoutons la possibilité anticapitaliste d'un moratoire sur le service de la dette publique, comme le Parti de la démocratie socialiste le proposait dans son programme et dont il est de plus en plus question en Europe, surtout en Grèce, ce qui permettrait de récupérer de 7 à 8 milliards \$ supplémentaires. Évidemment, une réforme fiscale de cette ampleur nécessiterait un Québec indépendant maître de sa monnaie et au contrôle de ses institutions financières.

Marc Bonhomme, 18 février 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

¹ Comme je m'en suis expliqué ailleurs, la stratégie indépendantiste de Québec solidaire ne rompt pas avec l'électorisme et l'étapisme du PQ dans le sens que le problème de la « gouvernance souverainiste » reste posé : pendant au moins quelques années QS devra gouverner une province canadienne, ce qui donnera amplement le temps aux forces fédéralistes d'organiser une riposte jusqu'à et y compris l'invasion militaire comme en 1970. Telle est la conséquence de l'évacuation de la mobilisation populaire du noyau dur de sa stratégie pour n'en faire, au mieux, qu'une force auxiliaire. En découle le ratatinement de la question de l'indépendance à une affaire constitutionnelle et culturo-linguistique car en faire aussi une affaire socio-économique et

écologique l'amènerait sur terrain de la lutte contre le capital. La libération de l'oppression fédérale ne serait plus seulement se libérer de la Cour suprême à Ottawa mais aussi des banques de Bay Street, et du Square Victoria, qui en sont la fondation. Mais alors la lutte pour l'indépendance en deviendrait anticapitaliste ce qui exigerait qu'elle soit centrée sur la mobilisation populaire jusqu'à et y compris la grève générale politique. Comme jusqu'à maintenant Québec solidaire a rejeté l'anticapitalisme et comme les priorités populaires sont avant tout socio-économiques et écologiques, la question de l'indépendance reste en porte-à-faux par rapport au programme du parti, ce qui crée une contradiction par rapport au sentiment populaire. On ne peut qu'espérer que l'expérience cul-de-sac de l'antilibéralisme conduise à l'anticapitalisme... ce qui n'a rien de garanti comme l'illustre la montée de l'extrême droite et de la droite extrême.

² Le cœur de notre programme concerne la souveraineté autochtone, ce qu'ignore le projet de plate-forme : « *Les peuples autochtones n'ont jamais renoncé à leur souveraineté... il s'agit là d'un droit inhérent... le plein droit à l'autodétermination... l'indépendance aussi... le remplacement de l'a priori de l'intégrité territoriale du Québec...* »

³ Ce droit, formellement absent du programme et de la plate-forme, est inhérent à notre conception du droit à l'autodétermination. Autrement, nous parlons pour rien dire.

⁴ D'après la [position du Comité de coordination de QS-Montréal sur l'enjeu Turcot-Champlain](#)

⁵ L'échéance de 10 ans est proposée par [position du Comité de coordination de QS-Montréal sur l'enjeu Turcot-Champlain](#).

⁶ Voir le [cadre financier de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics](#) sur le site web de la Coalition.

⁷ Parce qu'au dernier congrès la partie du programme sur les médias a été référée et que la plate-forme 2008 est muette sur le contrôles des monopoles médiatiques, le projet de plate-forme ignore la question de contrôle très prononcée des médias québécois même s'il le dénonce en préambule. J'ai retenu certaines formulations de la référence.

⁸ Idem

⁹ Point 3.1.4 de la plate-forme de 2008.

¹⁰ Le programme parle « *de passer à une autre forme de rémunération* » des médecins laquelle peut être la salarisation.

¹¹ Le programme parle de développer « *une première ligne forte* » et de « *renforcer leur [CLSC] rôle de première ligne* ». Le congrès a référé le point « *Intégrer tous les médecins de famille dans les CLSC* » lequel est compatible avec le programme.